

Mais où vont les écologistes?

Didier ANGER

Tête de liste des VERTS EUROPE ECOLOGIE en 1984, Député européen en 1989

Lors de son audition à l'Assemblée Nationale le 9 décembre 2009, Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'AREVA, répondait au député MATHUS qui l'interrogeait à propos des actions envisagées par son groupe *pour rendre le mouvement écologiste compatible avec la stratégie nucléaire* : *“S’agissant de savoir, monsieur Mathus si nous sommes écolo-compatibles, la réponse est affirmative. Si, dans les années soixante-dix, le mouvement vert s’est en effet développé à partir de sa lutte antinucléaire, je pense qu’une scission interviendra entre les « Verts canal historique », qui resteront antinucléaires jusqu’à la fin des temps, et les Verts modernes qui finiront par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions.”*

L'opposition au nucléaire a bien été un des fondements de l'écologie politique . Elle ne s'est pas réduite aux seuls risques environnementaux, de santé publique, d'accidents, d'attentats ou de prolifération de l'arme nucléaire mais s'est aussi construite **sur une critique radicale d'un type de société centralisée, aux pouvoirs autoritaire et technocratique concentrés dans un mode de production qualifié de productivisme particulièrement en France, de “capitalisme d'état” en parallèle au “capitalisme privé” et au “libéralisme économique”**. C'est le combat antinucléaire qui a construit la dimension politique de l'écologie. Il s'inscrivait notamment dans le prolongement d'une critique anti-technocratique (Ellul)et anti-autoritaire (Castoriadis, Lefort ...) après les événements de 1968.

L'industrie nucléaire implique **un mode de production militarisé, une société policière que les attentats du 11 septembre et la montée du terrorisme ont rendu plus visibles.**

L'écologie politique s'est donc fondée sur la base de ce double constat environnemental et sociétal à la fin des années 70 et au début des années 80, indépendamment de la Gauche encore partisane du capitalisme d'état et de la Droite, défendant toujours le libéralisme économique, même si des divergences subsistaient sur les alliances ou non à Gauche.

Le mot de Haeckel,“ écologie” , créé à la fin du XIXe siècle, n'était pas interprété comme seulement environnemental mais aussi comme le fait d'habiter (éco) raisonnablement (logos) le Monde : ce qui suppose non seulement des rapports respectueux entre l'homme et la nature, la régulation de la démographie sur une planète aux ressources limitées, mais aussi d'autres rapports entre les individus au sein de la société et des sociétés entre elles(Rapports Nord-Sud, Guerre et paix etc).

L'emblème du tournesol faisait non seulement référence au soleil anti-nucléaire, mais aussi consciemment ou non, à la cité du Soleil de Spartacus sur les pentes du Vésuve dans les années 70 av. JC, aux Hussites du Moyen Age, ou à ” l'Utopie” de Thomas More. **Un soleil à portée de main, un soleil que l'on sème et que l'on récolte. Une “Utopie réaliste” disait René DUMONT, qui écrivait sans nuances “l'Utopie ou la mort”**.

Cette société à laquelle nous aspirions **récusait tout autant les modèles du “capitalisme d'état” de l'URSS et de ses épigones, que celui du capitalisme privé de l'Ouest**. Nous estimions **devoir construire une société éco-gestionnaire” se basant sur la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs entre les mains des producteurs, des consommateurs , des usagers, et des voisins des unités de production.**

Pour le “ Monde”, Patrick Jarreau m'interrogeait, en juin 1984 ,en tant que tête de liste des“ Verts Europe Ecologie”, à la suite de la création des Verts,:

“ Vous êtes en somme, des écologistes dogmatiques ?..”

- Au contraire, ce qui nous différencie des autres mouvements politiques, c'est que nous sommes sur le concret. Nous avons constaté, dans les combats menés depuis les années 70 que la société n'est plus seulement mise en cause, comme le fait la Gauche au niveau de la production, mais aussi au niveau de la consommation, de l'environnement, des rapports entre les sexes, du droit à la différence etc...Si nous avons un peu théorisé, c'est à partir de ce qui s'est passé concrètement entre 1970 et 1980.(...).

← *La lutte contre le nucléaire civil et militaire a donc bien été fondatrice ainsi que le social. Notre programme préconisait le partage du temps de travail, un meilleur partage des revenus et des salaires, le partage du temps libre (...)-*

Passons sur la comparaison allusive et abusive d'Anne Lauvergeon avec la Corse et son “canal historique”. Dans sa réponse au sénateur MATHUS, elle souligne ce que d'autres analystes ont déjà souligné : effectivement les écologistes sont à la croisée des chemins.

Vont-ils approfondir leur critique d'un monde capitaliste aux formes diverses, de Pékin à New-York, en crise à force d'avoir cru qu'il avait gagné, qu'il n' avait plus d'alternatives possibles, que l'Histoire était finie et **seront-ils capables d' imaginer une Utopie réaliste ?**

Où vont-ils se contenter de changements technologiques à la marge, d'une nouvelle croissance "durable" d'un "capitalisme vert" intégré dont on parle d'ailleurs plus qu'on ne le met en place, sans remettre en cause les rapports sociaux?

Dans une période où il n'a cessé de courir le Monde, en grand commis voyageur de l'EPR, pour le groupe AREVA, **Nicolas SARKOZY est apparu comme le héraut et le héros de la lutte contre l'effet de serre au sommet de Copenhague. Trop d'écologistes français ont laissé accréditer cette idée en jouant dans la même cour des "grands" que lui. Une erreur politique, une erreur qui répétée n'en est plus une.**

Elle n'est que l'aboutissement d'un dérapage devenu patent des associations qui ont accepté de participer au Grenelle de l'Environnement qui dès l'origine excluait tout débat sur le nucléaire. En clair, même si certaines se sont constituées sur la base de la lutte contre le nucléaire civil et militaire, même si certains de leurs militants sont antinucléaires, **elles ont établi, de fait, un ordre hiérarchique, signifiant, dans leurs combats : d'abord, la lutte contre l'effet de serre**, quels qu'en soient les moyens, nucléaire y compris, en concluent, Anne Lauvergeon, le lobby nucléaire et le pouvoir.

Cette évolution des mouvements Verts et écologistes est-elle une manifestation d'un prétendu réalisme ou d'un opportunisme politicien de recherches d'alliances allant du communisme à des fractions de la Droite en passant par le centre ?

En 2004, les tous nouveaux élus Verts au Conseil Régional de Basse-Normandie se sont abstenus sur une proposition socialiste qui acceptait le projet EPR à Flamanville. Leur abstention a eu pour effet de faire passer ce texte, de ce fait "majorité relative", comme position de la Région. (Position que ne cessent de rappeler les pro-nucléaires locaux). Leur vote a été le fruit de la volonté de ne pas rompre avec leurs nouveaux alliés.

Le 25 novembre 2009, le groupe des VERTS/ALE au Parlement européen a voté une résolution pour le sommet de Copenhague, résolution qui comprenait finalement un article proposé par la droite dont voici la teneur: "36. (...) souligne que le passage, à l'échelle internationale, à une économie à faible intensité de carbone confèrera à l'énergie nucléaire un rôle important dans le bouquet énergétique à moyen terme; souligne toutefois que les questions relatives à la sûreté et à la sécurité du cycle du combustible nucléaire doivent être abordées de façon adéquate à l'échelle internationale afin de garantir un niveau de sûreté aussi élevé que possible."¹

Devant l'émotion suscitée par leur vote, les euro-députés, ont précisé dans un communiqué pour se justifier : " (...)qu' Il ne s'agissait pas d'un texte qui engage la politique énergétique de l'Europe pour les 50 prochaines années mais d'une position politique à usage immédiat et limité dans le temps, celui du sommet de Copenhague, qu'ils avaient sur ce texte obtenu énormément d'avancées, en faisant le mandat quasi parfait pour l'Europe à Copenhague(...)"

On a pu voir par la suite, les... énormes avancées de Copenhague. Leur position illustre bien l'établissement de cet ordre hiérarchique.²

Pourtant, **les faits mettent en évidence les difficultés du nucléaire dans le Monde.** L'EPR, à cause de l'augmentation continuelle de son coût, de ses difficultés techniques, de ses retards, des remontrances des autorités de sûreté française, anglaises et finlandaises, a vu ternir son image au point que les projets dans les pays anglo-saxons ont été repoussés à des dates indéfinies. Son dernier avatar étant celui du ramage récent d'Abou Dhabi. Actuellement dans le Monde, on arrête plus de réacteurs, essentiellement du fait de leur vieillissement qu'on en construit.

Abandonner de fait la priorité du combat anti-nucléaire au nom d'une urgence écolo sélective, c'est renoncer au projet de démocratie dont est porteur l'écologie politique. A force d'être « réal », certains leaders écologistes, politiques ou associatifs, ne se confrontent plus à la réalité, ils s'y soumettent. Il n'est peut-être pas trop tard pour faire mentir la Pythie Anne Lauvergeon et ses prédictions de scission entre anciens et modernes. Il est urgent de se réorienter sur les terrains plus que dans les sommets européens de Rio à Copenhague, en passant par Kyoto et Jo'Burg, qui voient les compromis devenir des compromissions. Penser globalement, agir localement ...toujours d'actualité. On ne change pas le cours des choses par en haut. Et si c'était cela la modernité?

1 Les Verts/ALE avaient pourtant voté contre cet amendement dans un premier temps.

² En 1991, lors de la préparation de la conférence de RIO, Paul LANNOYE, à la commission environnement et moi-même, alors vice-Président à la commission énergie du Parlement européen avions insisté sur la nécessité de lutter à la fois contre le nucléaire et l'effet de serre.